



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Indonésie**

**Le premier train à grande vitesse d'Asie du Sud-Est sur les rails**  
Un train relie désormais la capitale Jakarta à Bandung en 45 minutes. C'est l'aboutissement d'un projet de plusieurs milliards de dollars soutenu par la ... (Page 08)

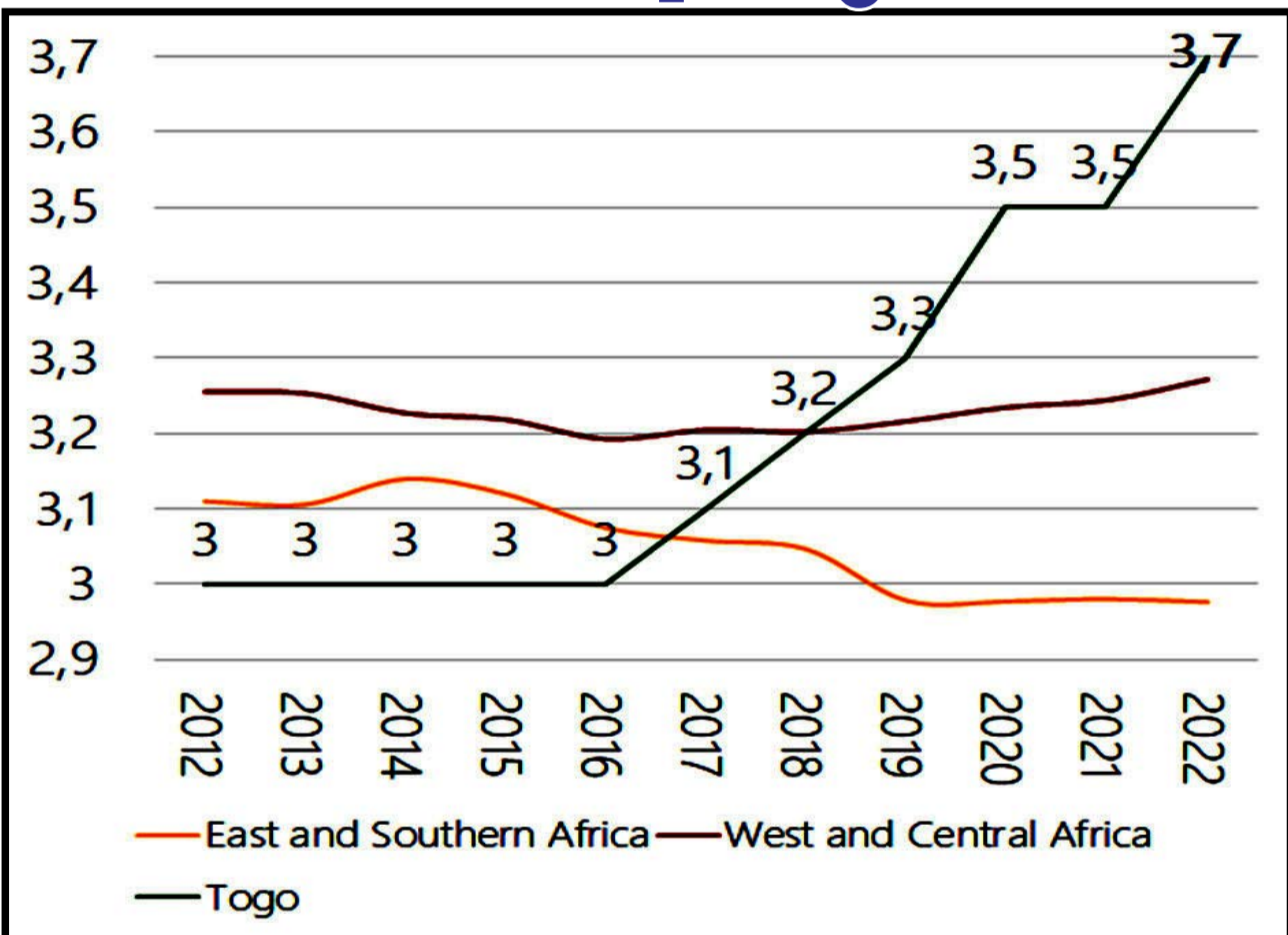
**Portugal**

**Du jour au lendemain, son loyer a été multiplié par vingt**  
Le Portugal est touché par une sérieuse crise du logement, à tel ... (Page 08)

**Politiques et institutions publiques en Afrique**

(Page 03)

**CPIA 2023, le Togo enregistre la meilleure progression**



**Togo / Entrepreneuriat**

(Page 04)

**Le FAIEJ ouvre ses portes à une délégation Centrafricaine**



**Corridor Abidjan - Lagos**

**La CEDEAO, la BAD et les IFD se concertent**

La 1ère table ronde des partenaires au développement et des grandes IFD ... (Page 02)

**UEMOA**

**Adoption de la Directive relative à l'usage de masse du numérique**  
Le Conseil a examiné et adopté, dans le domaine de l'économie numérique, la Directive relative à l'usage de masse du numérique qui énonce ... (Pages 05)

**Russie-Afrique**

**Les échanges commerciaux ont augmenté de 43,5%**

Lors du premier Sommet Russie-Afrique tenu en 2019, le président russe avait promis de porter les échanges ... (Page 06)

**Togo / Education**

**Le ministre des enseignements appelle au respect du cursus scolaire**

Au Togo, la durée du cursus scolaire, définie conformément aux réglementations ... (Page 11)

**2 FEVRIER HOTEL-LOME**  
\*\*\*\*\*

**OYO BAR COCKTAIL LOUNGE**

**Jazz station**  
PRESTATION DE JAZZ DE LA NOUVELLE-ORLÉANS PAR « GRACE4JAZZ »  
Jeu. 28 Octobre à partir de 19h

Réservez maintenant!  
+228 22 23 86 00  
reservations@hotel2fevrierlome.com



## Corridor Abidjan – Lagos

## La CEDEAO, la BAD et les IFD se concertent

La 1<sup>ère</sup> table ronde des partenaires au développement et des grandes IFD régionales et internationales sur le financement de la Construction de l'Autoroute du Corridor Abidjan-Lagos s'est tenue le mardi 26 septembre 2023, à Abidjan, sous les auspices de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Banque pour l'investissement et le développement (de la CEDEAO (BIDC).



● Wilson Lawson

L'ouverture solennelle de la table ronde a eu lieu, avec un discours prononcé par M. Stéphane Ezoa, Directeur adjoint du Cabinet, au nom du ministre de l'Équipement et de l'entretien des routes pour la Côte d'Ivoire, M. Amédé Koffi Kouakou qui a souligné que les autorités de son pays attachent une grande importance à cette autoroute et s'engagent à travailler avec les autres pays du corridor et la CEDEAO pour concrétiser cette grande vision des cinq Présidents. Cet important projet évalué à 15,1 milliards de Dollars US, conforme à la Vision 2050 de la CEDEAO et aux objectifs stratégiques 4 x 4 de la Direction de la Commission de la CEDEAO, est une autoroute supranationale de 1028 km qui constitue une partie importante du réseau routier transafricain qui reliera les capitales économiques de cinq pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir la Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria. M. Sediko DOUKA, Commissaire chargé des infrastructures, de l'énergie et de la numérisation de la Commission de la CEDEAO, qui dirige la délégation de la CEDEAO, composée de M.

Mambury NJIE, Conseiller pour l'intégration économique et financière auprès du Président de la Commission de la CEDEAO et de M. Chris APPIAH, Le Directeur par intérim des Transports de la CEDEAO, a déclaré dans son discours que le Projet de corridor routier Abidjan-Lagos est mis en œuvre non seulement comme un projet routier mais comme un « corridor de développement » intégré qui catalysera également le déploiement d'autres secteurs importants tels que l'industrie, l'Agriculture, l'Énergie, l'Environnement, les TIC, le Tourisme, etc... dans la région, devenant ainsi un corridor économique pour stimuler la croissance de la région. « Pour toutes ces raisons, la Commission de la CEDEAO, La Banque africaine de développement et les États membres situés le long du corridor appellent tous les investisseurs publics et privés à participer à la réalisation de cette noble vision qui transformera durablement le paysage économique de notre région », a déclaré le commissaire DOUKA. Pour la Banque africaine de développement, M. Joseph Ribeiro, Directeur général adjoint, Afrique de l'Ouest, Banque africaine de développement,

représentant Mme Marie-Laure Akin-Olugbade, Vice-présidente, Développement régional, intégration et prestation de services, Banque africaine de développement, dans son discours, a souligné le caractère intégrateur de ce projet, qui aura un impact régional important. Il a souligné que le projet sera très important dans la réalisation de la ZLEC, la zone de libre-échange continentale. Pour M. Mabouba Diagne, Vice-Président Finance et Services aux Entreprises à la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), la forte mobilisation des IDF et des Donateurs à cette 1<sup>ère</sup> table ronde, marque un signal important de l'intérêt des investisseurs pour la construction de l'Abidjan-Lagos Highway. La table ronde a été marquée par une présentation très détaillée du projet routier couvrant les objectifs, les principaux éléments d'investissement, les conclusions des études de faisabilité et de conception préliminaire, d'autres détails techniques et la structure de l'autorité de gestion du corridor, « ALCOMA » Il a pour mandat de construire, de gérer et d'exploiter l'autoroute pour le compte des cinq pays.

## Image du jour



Remerciements aux vaillantes populations de Tadjouré et Cinkassé pour leur accueil des 29 et 30 Sept. 2023, à l'occasion de l'inauguration des plateformes sportives aux lycées de Nanoet Cinkassé, couplée de l'acte 13 des Journées Nationales Du Sport.

## AUX DECIDEURS...

## Syndicats et nouvelle économie

Des usines automobiles américaines aux travailleurs du secteur public au Nigeria et en Afrique du Sud, les grèves syndicales se poursuivent sans relâche dans les secteurs établis de la classe ouvrière. À Détroit, aux États-Unis, les travailleurs résistent au travail sous contrat. Au Nigeria, ils sont mécontents de la hausse du coût de la vie et en Afrique du Sud, les employés municipaux font grève pour obtenir de meilleurs salaires.

Mais il devient de plus en plus difficile de bâtir des organisations de travailleurs durables à mesure que les entreprises emploient davantage de personnes de façon occasionnelle à l'ère du numérique. Le travail est devenu plus précaire et les travailleurs sont facilement remplaçables.

Édouard Webster, professeur de recherche émérite, Southern Center for Inequality Studies, Université du Witwatersrand, dans son nouveau livre, « Refondre le pouvoir des travailleurs : travail et inégalités à l'ombre de l'ère numérique », remet en question le discours dominant selon lequel les nouvelles technologies ont détruit le pouvoir des travailleurs. Il montre comment ces travailleurs précaires s'organisent de nouvelles manières qui vont au-delà des méthodes traditionnelles de formation syndicale. Par exemple, ils forment des coalitions avec d'autres organisations, comme des ONG. Dans certains cas, ils combinent ces nouvelles approches avec les moyens traditionnels de faire valoir le pouvoir collectif des travailleurs, par exemple en utilisant des lois qui soutiennent les droits des travailleurs.

Édouard Webster a examiné leurs modes d'organisation en appliquant, outre l'arme de la grève, le prisme de trois autres modes d'exercice du pouvoir : le pouvoir associatif (organisation collective), les coalitions (pouvoir sociétal) et le pouvoir institutionnel (lois qui consacrent les droits du travail) et a constaté que les ouvriers de l'usine utilisaient toute une gamme d'outils – anciens et nouveaux – pour s'organiser. Des comités d'usine ont été formés sur certains lieux de travail. Cela impliquait de travailler avec une ONG de soutien aux travailleurs. Mais ils se sont également inspirés d'anciennes pratiques (pouvoir institutionnel) en saisissant les dossiers par l'intermédiaire de la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage et de la loi modifiée sur les relations du travail. Les deux offrent la possibilité aux travailleurs d'obtenir un emploi permanent dans l'entreprise dans laquelle ils travaillent.

Le fait d'être travailleur indépendant affaiblit leur pouvoir d'organisation. Mais le potentiel de pouvoir collectif s'est accru lorsqu'ils se sont rencontrés face à face dans les zones de travail et ont commencé à former une identité collective. Certains se sont engagés dans une action collective, mais avec un impact limité jusqu'à présent.

Il est important de noter que là où les syndicats se sont emparés des questions des travailleurs informels, ils ont également subi des changements fondamentaux. Elles deviennent souvent des organisations « hybrides », brouillant la distinction entre syndicalisme traditionnel, associations de travailleurs informels et coopératives.

La question soulevée par ces résultats est de savoir si ces formes embryonnaires d'organisation des travailleurs sont durables. Pourraient-ils devenir les fondements d'un nouveau cycle de solidarité ouvrière et de croissance syndicale ?

En conclusion, cela est possible s'ils innovent et expérimentent de nouvelles formes d'association, utilisent des outils numériques et élargissent la portée des syndicats en formant des coalitions avec d'autres organisations de la société civile. En résumé, nous suggérons que le pouvoir des travailleurs est en train d'être remanié à mesure que les travailleurs précaires en Afrique expérimentent de nouvelles façons de s'organiser à l'ère numérique.

Midas Tigossou

## Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020



Politiques et institutions publiques en Afrique

# CPIA 2023, le Togo enregistre la meilleure progression

Selon le rapport 2023 de la Banque mondiale sur l'évaluation des politiques publiques en Afrique (CPIA 2023), publié le 12 septembre 2023, le Togo se révèle comme étant le pays qui a enregistré la plus forte augmentation de sa note sur le continent africain.

• Joël Yanlo

Le Togo passe de 3,0 en 2016 à 3,7 en 2022, après avoir stagné pendant plusieurs années auparavant à l'indice de ce diagnostic annuel édité par l'institution de Bretton Woods, apprend-on de source officielle. Le pays s'illustre particulièrement sur les indicateurs de la gestion économique, des politiques structurelles, ou encore des initiatives d'inclusion sociale et d'équité. Par contre, des efforts restent à faire au niveau des institutions du secteur public et de la gestion du secteur financier.

Avec cette performance, dans le sillage de celle de l'année écoulée, le pays gravit les échelons et s'installe désormais dans le Top 5 africain (sur les 39 États évalués et éligibles aux ressources de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque), aux côtés du Sénégal et de la Côte d'Ivoire (tous décrochant un score de 3,7). Sur le classement Afrique de l'Ouest et Centrale, le Togo fait mieux et s'adjuge la troisième place.

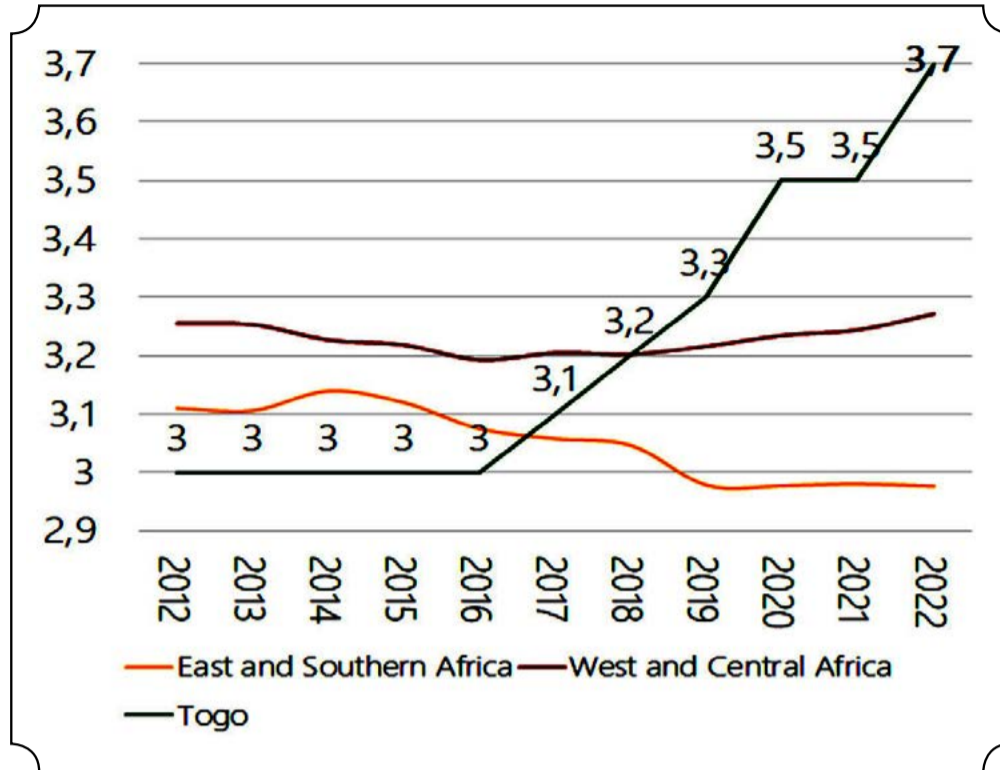
### Fruit des réformes engagées depuis 2017

Pour le Togo, ce progrès, salué il y a quelques jours par le Représentant résident de la Banque, est surtout le fruit du vaste programme de réformes institutionnelles et économiques initié

par le Président de la République, Faure Gnassingbé, depuis six ans désormais. "Les avancées enregistrées par le Togo dans le classement CPIA depuis 2017 reflètent les bénéfices tangibles des réformes institutionnelles et économiques que nous avons engagées. Non seulement cette hausse est notable en comparaison avec la tendance générale en Afrique, mais elle nous encourage également à poursuivre nos efforts", a souligné la ministre, Secrétaire générale de la Présidence, Sandra Ablamba Johnson.

### Des améliorations malgré les défis

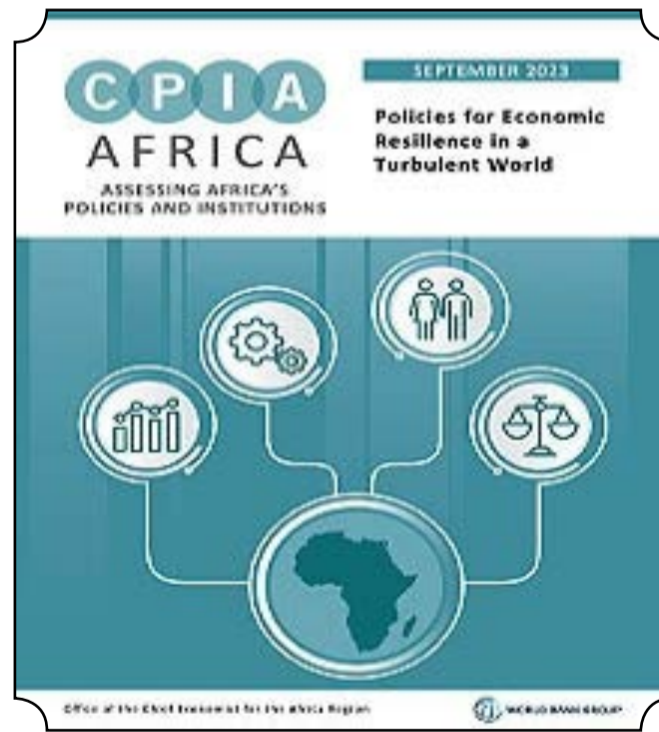
En dépit de nouveaux défis internationaux, de mauvaises récoltes, et des chocs des prix enregistrés en 2022, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré des améliorations dans leurs politiques d'inclusion sociale et leurs politiques structurelles, ce que souligne la dernière édition du rapport d'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA de son acronyme anglais) qui suit 39 des pays de la région. L'évaluation CPIA est un outil diagnostic annuel portant sur les pays éligibles au financement de l'Association internationale de développement (IDA), l'institution de la Banque mondiale chargée d'aider les pays les plus pauvres. L'édition 2023 du rapport fournit une évaluation de



la qualité des politiques et des institutions dans l'ensemble des 39 pays éligibles au financement de l'IDA en Afrique subsaharienne pour l'année civile 2022. Les pays sont classés sur une échelle de 1 (faible) à 6 (élevé) à travers 16 critères reflétant quatre domaines : la gestion économique, les politiques structurelles, les politiques favorisant l'inclusion sociale et l'équité, ainsi que la gestion et les institutions du secteur public. Au-delà de la notation, le rapport d'évaluation CPIA souligne les tendances en matière de politiques et les exemples de meilleures pratiques dans des domaines spécifiques tels que l'inflation, la gestion des devises, le financement, la croissance, la protection sociale, la transparence et la responsabilisation. « La fréquence, l'exhaustivité et la rigueur de l'évaluation CPIA peuvent contribuer

à entraîner l'engagement des pays et à étayer un dialogue fondé sur des données probantes autour de leurs programmes de réforme," souligne Andrew Dabalén, économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique.

### Évaluation des politiques et des institutions africaines



Le rapport d'évaluation des politiques et des institutions des pays d'Afrique (EPIP) 2023 couvre la période de janvier à décembre 2022. La note moyenne globale des pays d'Afrique subsaharienne éligibles à l'IDA est restée inchangée en 2022, à 3,1. Il existe un écart

croissant en termes de performance institutionnelle et politique entre l'Afrique occidentale et centrale (AFW) et l'Afrique orientale et australe (AFE). En 2022, le score moyen d'AFW s'est légèrement amélioré à 3,3, tandis que le score d'AFE reste inchangé par rapport aux années précédentes à 3,0. Au niveau national, la note CPIA moyenne globale pour 2022 a augmenté dans 12 pays, tandis qu'elle a diminué dans 8 pays. En AFW, le score global a augmenté pour huit pays : le Bénin, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la République du Congo et le Togo. Le score global a augmenté pour quatre pays de l'AFE : le Burundi, la République démocratique du Congo, le Mozambique et la Zambie. En revanche, le score global a diminué pour huit pays : le Tchad, les Comores, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi, São Tomé et Príncipe et le Soudan. Bien qu'il n'y ait eu qu'un mouvement marginal dans le score CPIA régional, l'écart entre les sous-régions s'est creusé à mesure que l'AFW poursuivait sa tendance à la hausse, améliorant légèrement les scores de 3,2 à 3,3, tandis que l'AFE restait inchangé à 3,0, à peu près au même niveau que sa moyenne de 2019. Cet écart peut être largement attribué à la performance des États fragiles et touchés par un conflit (FCS).

## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)	Sénégal	Etats-Unis
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8	Nigéria	Malaisie
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6	5,0	2,7
						4,0	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD		1 870 Mds USD		FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD		1 742 USD		FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %		19 %		CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %		29 %		CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %		52 %		CNUCED, 2020
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI



Togo / Entrepreneuriat

Le FAIEJ ouvre ses portes à une délégation Centrafricaine

Le Fonds d'Appui aux initiatives économiques des Jeunes (FAIEJ), a reçu le mercredi 27 septembre 2023, une délégation de la Direction de l'Agence Centrafricaine de promotion de la formation professionnelle et de l'emploi.

La visite de travail avait pour but d'étudier et de comprendre le fonctionnement du Fonds en vue de s'en inspirer et de l'implémenter dans leur contexte, apprend-on auprès du FAIEJ. Avec une décennie de succès et une reconnaissance internationale par des jeunes entrepreneurs distingués, le FAIEJ incarne l'innovation de la jeunesse togolaise. Créé sous la vision éclairée du Président de la République Togolaise, SEM Faure Essozimna GNASSINGBÉ, et grâce aux initiatives valorisant le dynamisme

et la créativité de la jeunesse togolaise mis en place par la Première Ministre, Victoire TOMEGA DOGBE, le FAIEJ symbolise l'engagement institutionnel envers l'entrepreneuriat jeune. Madame Sahouda GBADAMASSI MIVENDOR, Directrice Générale du FAIEJ, a illustré les réalisations et initiatives renforçant l'écosystème entrepreneurial togolais, démontrant ainsi la détermination de l'État à soutenir le développement entrepreneurial de la jeunesse. Impressionné par la mission et les réalisations du FAIEJ, Monsieur KOMASSA, Directeur de l'Agence Centra-

fricaine de promotion de la formation professionnelle et de l'emploi, a exprimé sa gratitude pour le partage d'expériences et une volonté résolue de renforcer les liens collaboratifs avec le FAIEJ, incarnant l'excellence et l'innovation en matière entrepreneuriale au Togo. La visite a été clôturée par la découverte d'une unité spécialisée dans la production de sacs biodégradables, d'un jeune entrepreneur bénéficiaire du FAIEJ, illustrant l'impact substantiel du fonds sur l'économie locale et l'environnement.



www.faij.tg / info@faij.tg +228 92 24 30 53 / 22 25 39 39



www.faij.tg / info@faij.tg +228 92 24 30 53 / 22 25 39 39

Développement du Togo

La fondation de Sheyi Emmanuel Adebayor présente son plan quinquennal

Au Togo, la fondation Sheyi Emmanuel Adebayor (SEA), impliquée dans des actions multisectorielles de soutien à la jeunesse (15-35 ans) togolaise, a présenté à Lomé le vendredi 29 septembre, son plan stratégique sur la période 2024.2028.

Sur cette période, il s'agira de fait, de promouvoir des actions innovantes dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'entrepreneuriat des jeunes au Togo. « Ces actions poursuivent une vision, celle d'une jeunesse togolaise en bonne santé, qui entreprend et qui participe activement au développement du Togo », a soutenu l'ex-Epervier, Sheyi Emmanuel Adebayor, président de la fondation qui porte son nom. Au menu, des actions de renforcement de la résilience sanitaire des jeunes vulnérables. De fait, un accent sera mis sur l'accès aux soins de santé de base tant en milieu urbain que rural et à une alimentation saine. Le ballon d'or africain 2008 et son équipe prévoient en outre de faire de l'éducation et du sport, des vecteurs de promotion de l'entrepreneuriat et de la santé. De façon concrète, la fondation va initier et soutenir la formation des jeunes et des personnes en situation de handicap, issus des milieux défavorisés. Des



actions sont déjà en cours à la suite de la signature d'une convention de partenariat avec l'Université de Lomé. La dernière principale action sera la promotion de l'entrepreneuriat comme un levier d'intégration économique et sociale des jeunes. Précisément, une priorité sera donnée à l'entrepreneuriat agricole et aux innovations dans des secteurs du numérique, de l'éducation et de la santé. Ce plan quinquennal, selon la star du football, « permettra de mesurer l'impact des actions de la fondation et de

procéder aux ajustements nécessaires pour maximiser sa contribution au bien-être de la jeunesse et à la réduction du chômage au Togo ». Notons que la fondation travaille depuis plusieurs mois déjà pour soutenir la politique gouvernementale de promotion de l'entrepreneuriat. Elle a en ce sens noué un partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour former et accompagner plus de 1000 jeunes dans l'agrobusiness.

Avec Togo First

Lutte contre la fraude fiscale

A Lomé, l'Organisation Mondiale des Douanes déploie son expertise

Depuis le lundi 25 septembre jusqu'au 29 du mois en cours, des acteurs douaniers du Cameroun, du Congo, du Madagascar, de la République Démocratique du Congo, et du Togo planchent sur des pratiques douanières opérationnelles en matière de lutte contre la fraude et de saisie à Lomé.

L'initiative de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), il s'agit d'une formation des acteurs douaniers sur « le recueil des pratiques opérationnelles douanières en matière de lutte contre la fraude et de saisie (COPES) ». La rencontre devrait permettre aux experts douaniers des 5 pays d'actualiser et améliorer les pratiques habituelles de contrôle en tenant compte de l'évolution du commerce international. Concrètement, la question de la contrebande des marchandises illicites ainsi que le ciblage et l'examen des marchandises à haut risque, et les meilleures pratiques internationales seront au menu des discussions. « Face au développement du commerce inter-



national, toutes les douanes du monde sont appelées à simplifier leurs procédures et à faciliter le passage en douane en vue d'assurer la libre circulation des personnes et des biens. Dans ce contexte, elles doivent moins contrôler, mais mieux », affirme le commissaire Atta-Kakra Essien, représentant le commissaire général de l'OTR. Pour rappel, le Programme sur les pratiques

opérationnelles douanières en matière de lutte contre la fraude et de saisie (COPES) est élaboré par les membres de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) afin d'inciter les autorités douanières à « contribuer plus efficacement à la conduite d'enquêtes en lien avec le crime organisé et avec d'autres infractions portant atteinte à la sécurité aux frontières ».

Avec Togo First

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres					
<b>Principaux pays partenaires du Togo</b>					
<b>Principaux clients (% des exportations)</b>	<b>2020</b>	<b>Principaux fournisseurs (% des importations)</b>	<b>2020</b>		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigeria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
<b>Solde courant externe (en % du PIB)</b>	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
<b>Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)</b>	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI
<b>Indicateurs du commerce extérieur</b>					
<b>Commerce extérieur (en % du PIB)</b>	2016	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-822	-502	-626	596	n/a
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Importations de biens et services (en % du PIB)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Exportations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
<b>Profil commercial</b>					
<b>Valeurs du commerce extérieur</b>	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451



# Communiqué de presse de la réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA du 22 septembre 2023

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a tenu le 22 septembre 2023, sa troisième session ordinaire au titre de l'année 2023, dans les locaux de l'Agence Principale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Abidjan, en Côte d'Ivoire, sous la Présidence de Monsieur Adama COULIBALY, Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, son Président en exercice.

Ont également pris part à la rencontre, Monsieur Abdoulaye DIOP, Président de la Commission de l'UEMOA, Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Serge EKUE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Monsieur Badanam PATOKI, Président de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA).

Au terme des échanges, les conclusions et recommandations ci-après ont été approuvées par le Conseil des Ministres :

## Au titre de la Commission de l'UEMOA

Le Conseil a examiné et adopté, dans le domaine de l'économie numérique, la Directive relative à l'usage de masse du numérique qui énonce les principes et conditions auxquels les Etats membres sont invités à se conformer dans le cadre de la promotion des usages numériques. Cette Directive établit, en outre, une liste de 20 services publics que les Etats membres doivent digitaliser dans un délai de 12 à 18 mois.

Le Conseil des Ministres a également adopté la Décision portant création du Comité des régulateurs nationaux du numérique des Etats membres de l'UEMOA. Cette Décision vise à créer un cadre plus large de concertation entre les Autorités de Régulation du Numérique des Etats membres auprès de la Commission, pour améliorer la gouvernance dans le secteur de l'Economie numérique.

Le Conseil s'est également penché sur le Règlement relatif au contrôle des concentrations des entreprises au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine afin de permettre un contrôle efficace dans ce domaine. Il a décidé de reporter son adoption à une prochaine session.

Le Conseil a, en outre, validé la Décision portant adoption du Programme spécial d'appui technique et financier de l'UEMOA à la Guinée-Bissau qui a pour objectif principal le renforcement des capacités des ressources humaines et techniques de l'administration publique et des capacités productives du pays.

Le Conseil a enfin adopté la Directive portant harmonisation des dispositions relatives au droit à rémunération pour copie privée au sein des Etats membres de l'UEMOA dont l'objectif principal est de contribuer à l'amélioration des revenus des créateurs, notamment les titulaires du droit d'auteur et des droits voisins.

Par ailleurs, le Conseil a été informé de l'état d'avancement de la mise en place d'un Fonds de stabilisation macroéconomique au sein de l'UEMOA. Ce Fonds a pour objectif le renforcement de la surveillance multilatérale et la consolidation de la résilience des Etats membres face aux chocs exogènes.

Le Conseil a été également informé des propositions de la Commission pour une mobilisation optimale des recettes fiscales dans l'Union. Le Conseil a félicité la Commission pour la diligence avec laquelle ces

deux dossiers importants ont été conduits et a engagé cette dernière à poursuivre les travaux en cours.

## Au titre de l'AMF-UMOA

Après l'examen des principales conclusions des premiers rapports de suivi des Concessions de service public accordées à la BRVM et au DC/BR, le Conseil des Ministres a encouragé l'AMF-UMOA et les Structures Centrales, concessionnaires, à accélérer les diligences en cours, en vue de satisfaire aux exigences de performance attendues.

Examinant les conclusions du rapport sur la cartographie des risques du marché, le Conseil des Ministres a invité l'AMF-UMOA à se doter des mécanismes adaptés à la gestion des risques et à lui soumettre toute proposition pertinente à cet effet, pour approbation.

Le Conseil des Ministres a été informé de l'état de mise en œuvre des chantiers de réforme du marché financier régional de l'UMOA. Il a adressé ses félicitations à l'Organe pour la bonne prise en charge des actions structurantes qui permettront de renforcer l'attractivité et le développement du marché.

Enfin, le Conseil a pris connaissance du Collectif budgétaire 2023 de l'AMF-UMOA, du rapport annuel 2022 de l'Organe ainsi que des principales conclusions du Colloque International sur la finance et l'investissement durables dans l'Union, organisé à Abidjan les 14 et 15 septembre 2023. Il a encouragé les Organes et Institutions communautaires à développer une synergie d'actions autour de la finance climat.

## Au titre de la BOAD

Les Ministres ont approuvé la note relative à la mise en place d'un Fonds pour le financement d'études de faisabilité de projets « climat » dans les pays membres de l'UEMOA.

## Au titre de la BCEAO

Le Conseil a examiné les propositions relatives à l'application de l'article 56 des Statuts de l'Institut d'émission.

## Au titre de la Commission Bancaire de l'UMOA

Après avoir examiné le recours en annulation de la sanction pécuniaire prononcée à l'encontre de la Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Mali par Décision n°029-06-2023/CB/CS du 14 juin 2023 de la Commission Bancaire de l'UMOA, le Conseil des Ministres a confirmé la décision de la Commission Bancaire.

Les Ministres, très sensibles à l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour à Abidjan, expriment à son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, au Gouvernement ainsi qu'au peuple ivoirien, leur sincère et profonde gratitude.

Fait à Abidjan, le 22 septembre 2023

Le Président du Conseil des Ministres

Adama COULIBALY



## Russie-Afrique

### Les échanges commerciaux ont augmenté de 43,5%

Lors du premier Sommet Russie-Afrique tenu en 2019, le président russe avait promis de porter les échanges commerciaux avec le continent à « 40 milliards de dollars sur cinq ans ». Les chiffres relatifs aux neuf premiers mois de l'année en cours montrent que Moscou est encore loin du compte.

Les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique ont atteint 15,5 milliards de dollars durant les neuf premiers mois de 2023, enregistrant ainsi une augmentation de 43,5% par rapport à la même période de 2022, a rapporté le média russe RBK, le 30 septembre, citant des données du ministère russe du Développement économique. L'Égypte, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Libye étaient les principaux partenaires commerciaux de la Russie sur le continent entre janvier et septembre 2023, a-t-on précisé de même source. Le montant des échanges commerciaux entre la Russie et le conti-



nant africain, durant les neuf premiers mois de l'année en cours, demeure largement inférieur aux ambitions qui avaient été affichées par Moscou lors du premier sommet Russie-Afrique tenu en 2019 à Sotchi. Le président russe

avait alors promis de « doubler les échanges commerciaux avec l'Afrique par rapport à leurs niveaux de 2018, pour les porter à 40 milliards de dollars dans cinq ans ».

Avec Agence Ecofin

## Pétrole

### Le prix pourrait s'effondrer à 70 \$ le baril en 2024

Alors que les analystes ne s'attendent pas à de nouvelles coupes dans les quotas de production des pays de l'Opep+, la banque de Wall Street estime que le changement de la trajectoire des cours de brut reflétera « l'arrivée de plus de pétrole sur le marché ».



Le baril de Brent, qui sert de prix de référence pour une grande partie de la production pétrolière mondiale, pourrait s'effondrer à environ 70 dollars en 2024, en raison notamment d'un excédent attendu de l'offre, a estimé la banque américaine Citigroup, ce lundi 2 octobre. « Le changement de la trajectoire des cours de brut reflétera l'arrivée de plus de pétrole sur le marché l'année prochaine », ont déclaré les analystes de la banque de Wall Street dans un rapport trimestriel sur les perspectives du marché pétrolier. « Des prix plus élevés à court terme pourraient entraîner une baisse plus importante des prix l'année prochaine », ont-ils ajouté. Les prévisions de Citigroup sont semblables à celles du négociant en énergie Gunvor qui avait estimé en septembre dernier que les prix du pétrole pourraient effacer leurs gains réalisés depuis fin juin dernier,

durant les six prochains mois, en raison de l'affaiblissement de la demande qui prendrait le pas sur les réductions volontaires de production des pays exportateurs de l'Opep+. « Il existe un risque de correction significative au cours du quatrième trimestre 2023 ou des trois premiers mois de l'année prochaine, et le baril de Brent pourrait chuter à 71 ou 72 dollars au cours des six prochains mois. C'est tout à fait possible, même si les fondamentaux et les équilibres ne changeront pas beaucoup », avait souligné le groupe de négoce pétrolier. Les prix du brut ont enregistré une remontée spectaculaire depuis les creux du printemps, avec une hausse cumulée de plus de 30% sur les trois derniers mois. Ce gain est essentiellement lié aux anticipations de déficit de l'offre, l'Arabie saoudite et la Russie (les deux leaders de l'Opep+) ayant réduit leur production pour soutenir les cours du baril. Du-

rant la semaine écoulée, les cours du brut ont cependant chuté de plus de 3,5 %, sous l'effet combiné des déclarations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) relatives à une « fin imminente du pic de la demande mondiale » de pétrole et de la hausse du dollar américain. Les cours ont, cependant, amorcé une nouvelle hausse au début des échanges matinaux de ce lundi 2 octobre, avec les prévisions du marché faisant état d'une hausse de la demande de brut, liée à l'arrivée précoce de la saison hivernale dans certains pays. À 06 h 33 GMT, les cours des contrats à terme sur le brut de référence mondiale Brent, pour livraisons en décembre, ont augmenté de 0,5 %, soit 46 cents, à 92,69 dollars le baril. Les contrats à terme sur le brut américain West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, ont aussi progressé de 0,6 %, soit 55 cents, à 91,33 dollars le baril. Le PDG du géant pétrolier italien Eni, Claudio Descalzi, a déclaré, dans un entretien accordé ce lundi à Bloomberg TV, qu'il est « peu probable que les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés renforcent leurs réductions de production » lors de leur prochaine réunion prévue le 4 octobre.

Avec Agence Ecofin

## Côte d'Ivoire

### Un colloque scientifique international sur les technologies

L'Université virtuelle de Côte d'Ivoire organise un colloque scientifique international sur le thème « Technologies IoT, Big Data, IA, Blockchain, protection des données et de la vie privée dans les sociétés connectées » du 26 au 27 octobre 2023.

Cet événement se déroulera en présentiel et en ligne, et il offre une plateforme d'échange pour explorer les défis liés à la protection des données personnelles, de la vie privée, ainsi que les opportunités offertes par l'Internet des objets (IoT), la cybersécurité, l'intelligence artificielle (IA) et la blockchain dans la collecte, le stockage et la transmission des données. Les personnes intéressées à soumettre des communications pour cet événement doivent le faire avant le 15 octobre 2023 en envoyant leurs résumés à l'adresse suivante : <https://www.lecames.org/apel-a-communication-colloque-sur-les-technologies-iot-big-data-ia-et-blockchain/> Voici quelques modalités pratiques pour les soumissions : Les résumés peuvent être soumis en fran-



çais ou en anglais, au format texte éditable (doc, odt, rtf). Les résumés doivent mettre l'accent sur les aspects théoriques, l'état des lieux, la méthodologie, les résultats et les applications, avec un maximum de 4000 caractères, soit 500 mots maximum, espaces compris (bibliographie non comprise). Les résumés seront soumis à une évaluation par le comité scientifique, et la publication dans les actes du colloque est conditionnée à la participation au colloque

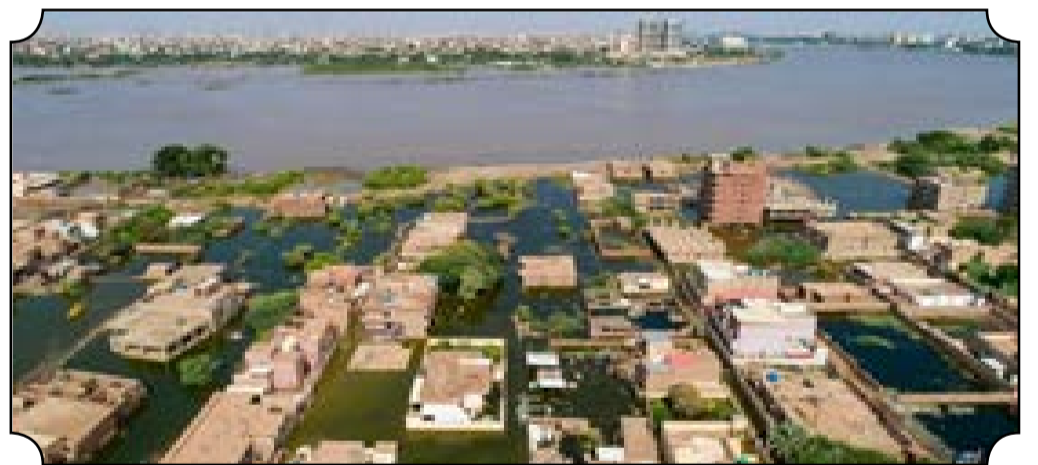
et à l'évaluation positive des textes définitifs. Les textes complets seront également évalués et publiés dans une revue internationale. Ce colloque scientifique international bénéficie du soutien du Programme thématique de Recherche technologique de l'Information et de la Communication (PTR TIC), du Cames de l'Unesco-Paris, de l'AUF, de l'INPHB et de l'association Elit.

Avec [afriqueitnews.com](http://afriqueitnews.com)

## Finance climatique

### Les Pays-Bas annoncent 40 M€ pour le fonds DFCD

En marge de la 78e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York aux États unis d'Amérique, le gouvernement néerlandais engage 40 millions d'euros en faveur du Fonds néerlandais pour le climat et le développement (DFCD). Ce mécanisme finance la lutte contre le changement climatique en Afrique, en Amérique latine et en Asie.



Le financement a été annoncé le 20 septembre 2023, lors de l'événement La nature et les hommes : De l'ambition à l'action, organisé en marge de la 78e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui se poursuit à New York aux États unis d'Amérique. Les Pays-Bas accordent ainsi 40 millions d'euros au Fonds néerlandais pour le climat et le développement (DFCD). Les fonds seront gérés à parts égales par la branche néerlandaise du Fonds mondial pour la nature (WWF-NL) et l'Organisation néerlandaise de développement (SNV), qui sont les deux responsables du mécanisme d'origine du DFCD. « Grâce aux ressources supplémen-

taires, nous serons en mesure d'obtenir un impact encore plus important et un changement systémique transformateur nécessaire pour accroître la résilience climatique des personnes vivant dans des situations vulnérables dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine », explique Simon O'Connell, le directeur général de la SNV. Le financement soutiendra dès janvier 2024, les entreprises des secteurs de la foresterie, de l'agroforesterie, de l'utilisation durable des terres, de la production alimentaire, de l'eau et de l'hygiène sanitaire. « Le mécanisme d'origine s'efforce de réduire les risques et de développer son portefeuille en opportunités d'investissement banca-

bles pour les facilités d'investissement de la DFCD, gérées par la Société néerlandaise de financement du développement (FMO) et le Climate Fund Managers (CFM), ainsi que pour d'éventuels investissements de tierces parties », indique le DFCD. À ce jour, le fonds a engagé 25 millions d'euros en faveur de 30 entreprises qui mettent en œuvre des projets contribuant à « une gestion plus durable des terres agricoles et des zones humides, à l'augmentation des moyens de subsistance des populations locales, à la réduction des émissions de CO2 et à l'amélioration de l'accès à l'eau potable ».

Avec [Afrik21](http://Afrik21)



lundi 2 octobre 2023

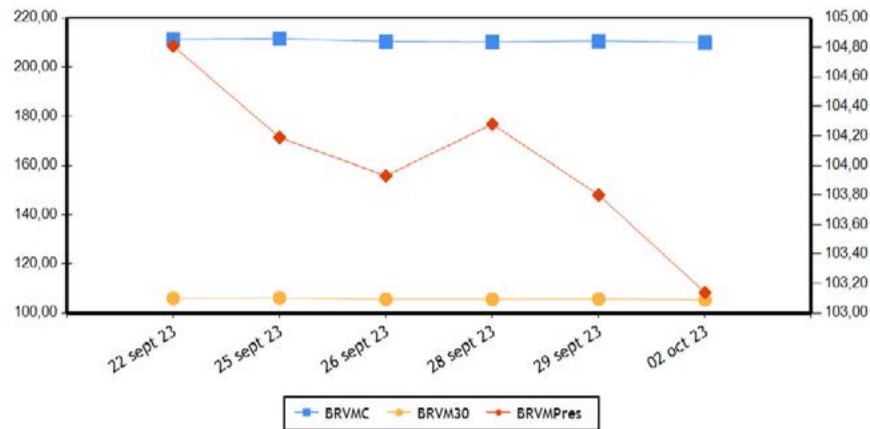
N° 186

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>209,92</b>
Variation Jour	-0,32 % ↓
Variation annuelle	3,30 % ↑

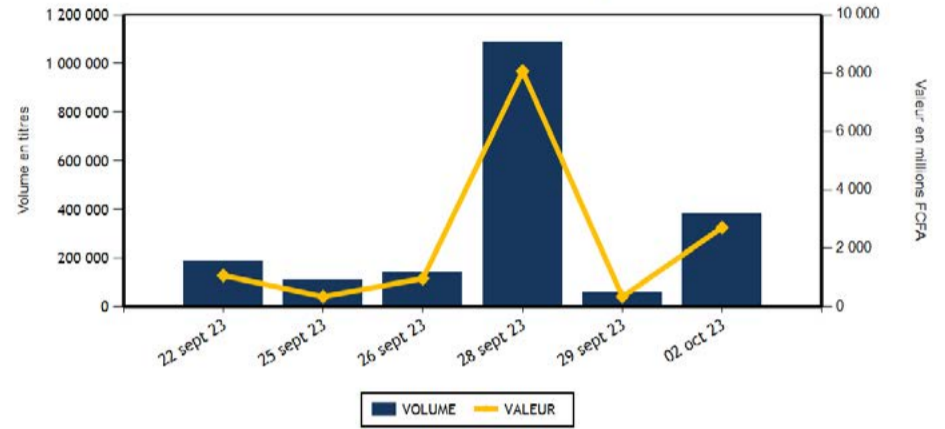
<b>BRVM 30</b>	<b>105,41</b>
Variation Jour	-0,35 % ↓
Variation annuelle	5,41 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>103,14</b>
Variation Jour	-0,64 % ↓
Variation annuelle	3,14 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 809 736 922 808	-0,31 %
Volume échangé (Actions & Droits)	327 656	630,19 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 214 496 929	935,55 %
Nombre de titres transigés	44	37,50 %
Nombre de titres en hausse	15	36,36 %
Nombre de titres en baisse	15	7,14 %
Nombre de titres inchangés	14	100,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	3 695	7,26 %	-34,83 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	535	7,00 %	-20,74 %
TOTAL SN (TTLS)	2 895	6,83 %	14,20 %
BERNABE CI (BNBC)	1 840	5,14 %	-8,00 %
SAPH CI (SPHC)	2 800	3,70 %	-43,94 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	103,14	-0,64 %	3,14 %	64 851	164 159 124	6,48
BRVM-PRINCIPAL	36	102,38	-0,09 %	2,38 %	262 805	2 050 337 805	13,37

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	104,48	-2,48 %	0,25 %	2 338	11 714 845	31,66
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	500,39	-0,77 %	2,29 %	16 931	135 446 585	8,68
BRVM - FINANCES	15	84,46	0,28 %	11,85 %	298 865	2 042 725 639	6,59
BRVM - TRANSPORT	2	388,24	-1,21 %	13,62 %	170	257 425	8,62
BRVM - AGRICULTURE	5	185,28	2,63 %	-34,66 %	2 680	10 639 085	9,34
BRVM - DISTRIBUTION	7	367,06	0,95 %	2,38 %	6 073	13 027 495	12,70
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 412,79	0,00 %	20,53 %	599	685 855	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,28
Taux de rendement moyen du marché	8,05
Taux de rentabilité moyen du marché	9,63
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	127
Volume moyen annuel par séance	484 285,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 098 810 139,73

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,56
Ratio moyen de satisfaction	17,40
Ratio moyen de tendance	164,75
Ratio moyen de couverture	60,70
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,83
Nombre de SGI participantes	30

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA





## Indonésie

## Le premier train à grande vitesse d'Asie du Sud-Est sur les rails

Un train relie désormais la capitale Jakarta à Bandung en 45 minutes. C'est l'aboutissement d'un projet de plusieurs milliards de dollars soutenu par la Chine.

L'Indonésie a ouvert lundi sa première ligne de train à grande vitesse, inédite en Asie du Sud-Est. Le train, qui aurait dû être lancé en 2019, a subi des retards de fabrication et la pandémie de Covid-19 qui ont fait gonfler la facture totale d'un peu moins de 5 milliards de dollars (4,5 milliards de francs) à l'origine à plus de 7 milliards de dollars (6,4 milliards de francs). Le train à grande vitesse Jakarta-Bandung est «un symbole de la modernisation des transports publics, en parfaite connexion avec les autres modes de transport», a déclaré le président indonésien Joko Widodo, lors d'une cérémonie à la gare centrale de la capitale indonésienne.

## Un plan pharaonique

Baptisé «Whoosh», acronyme de «Waktu Hemat, Operasi Optimal, Sistem Handal», signifiant «gain de temps, fonctionnement optimal, système fiable», le train a été conçu pour embarquer plus de 600 personnes entre



Jakarta et la grande ville de Bandung en trois quarts d'heure, soit environ deux heures de moins qu'auparavant. Co-construit par quatre compagnies nationales indonésiennes et China Railway International, le train peut filer jusqu'à 350 km/h. Les autorités ont déjà testé ce nouveau trajet de 142 kilomètres avant l'inauguration. Le Premier ministre chinois Li Qiang a voyagé à bord début septembre lors d'une visite à Jakarta à l'occasion d'un sommet de l'Asean (Association des nations d'Asie du Sud-Est). Cet investissement fait partie de l'initiative chinoise appelée «Nouvelles routes de la soie», plan pha-

raonique qui doit permettre de développer, grâce à des fonds chinois, des routes, des ports, des chemins de fer et d'autres infrastructures hors de Chine. Le ministre indonésien des Transports, Budi Karya Sumadi, a confirmé la semaine dernière l'intention du gouvernement de prolonger la ligne jusqu'à Surabaya, deuxième plus grande ville de l'archipel. Selon un autre ministre indonésien, le président indonésien Widodo prévoit d'inviter son homologue chinois Xi Jinping pour emprunter à son tour le train à grande vitesse à l'occasion d'une prochaine visite, sans donner plus de précisions.

(AFP)

## Justice

## Credit Suisse et le Mozambique trouvent in extremis un accord

Dans l'affaire de la «dette cachée», les deux parties se félicitent d'avoir «résolu» leur «différend». Cet accord est tombé alors qu'un procès devait s'ouvrir ce lundi à Londres.

Credit Suisse et le Mozambique ont conclu un accord à l'amiable concernant l'affaire de la «dette cachée», les parties se libérant «mutuellement» de toute responsabilité, a indiqué, dimanche, UBS, qui a racheté sa rivale suisse. Cette annonce intervient alors qu'un procès devait s'ouvrir lundi à la Haute Cour de Londres autour de ce scandale qui avait plongé le Mozambique, un des pays les plus pauvres d'Afrique, dans une profonde crise. L'accord indique que le Mozambique et Credit Suisse «ont réglé à l'amiable les procédures judiciaires engagées à Londres. Les parties se sont mutuellement libérées de toute responsabilité et de toute réclamation concernant les transactions» et «se félicitent d'avoir résolu ce différend de longue date», est-il spécifié.

## Nombreuses affaires

Vendredi, le «Financial Times» avait indiqué qu'UBS souhaitait sceller un accord extrajudiciaire «de dernière minute» avec le pays africain, pour éviter à Credit Suisse une bataille devant les tribunaux. Le numéro un bancaire suisse doit



désormais régler les nombreuses affaires qui avaient secoué son ancienne rivale. L'accord trouvé entre Credit Suisse et le Mozambique «constitue une étape importante dans cette affaire et démontre qu'UBS traite les litiges de Credit Suisse à un rythme soutenu et qu'elle les résout», s'est plu à relever UBS. En octobre 2021, Credit Suisse s'était notamment vu infliger 475 millions de dollars de pénalités au terme d'un accord avec les autorités américaines, britanniques et suisses, pour mettre fin aux poursuites concernant les prêts au Mozambique, au cœur d'un vaste scandale de corruption.

## Dette cachée, défaut de paiement, poursuites

En 2013, la banque avait accordé des prêts à des entreprises publiques destinés à financer des projets de sur-

veillance maritime, de pêche au thon et de chantiers navals, mais qui ont été en partie détournés pour des pots-de-vin. Le gouvernement mozambicain avait caché la dette au parlement, les emprunts contractés auprès de plusieurs banques, dont Credit Suisse, étant estimés à environ 2 milliards de dollars. Lorsque le scandale avait éclaté, en 2016, le FMI et la Banque mondiale avaient suspendu leur soutien financier au Mozambique et le pays s'était trouvé en défaut de paiement de sa dette souveraine. Sa monnaie s'était effondrée. Lors de l'accord en octobre 2021, Credit Suisse avait décidé, avec les autorités britanniques, d'annuler 200 millions de dollars dus par le Mozambique. Mais le pays avait engagé des poursuites, notamment contre la société de construction navale Privinvest et Credit Suisse.

(AFP)

## Portugal

## Du jour au lendemain, son loyer a été multiplié par vingt

Le Portugal est touché par une sérieuse crise du logement, à tel point que de nombreuses personnes ont manifesté samedi. À Lisbonne, des locataires ne savent bientôt plus où habiter.

«On a peur d'être mis à la rue à tout moment!» Habitant Lisbonne, Alcina Lourenço, est touchée par la crise du logement que le gouvernement portugais peine à enrayer, malgré la série de mesures annoncées récemment. Jugeant comme elle que l'action de l'exécutif socialiste est trop timide, des milliers de personnes ont défilé, samedi après-midi, dans les rues de Lisbonne, ainsi que dans une vingtaine d'autres villes, pour réclamer des mesures face à la crise du logement qui touche principalement les grands centres urbains. «Stop!» «Aide», «des maisons pour vivre», pouvait-on lire sur les pancartes des milliers de manifestants qui ont défilé dans une grande avenue, qui traverse les quartiers populaires de la capitale portugaise, à l'appel d'une centaine d'associations.

## «Lisbonne est devenue une ville pour les étrangers»

«Lisbonne est devenue une ville pour les étrangers, les Portugais ne peuvent plus y vivre», dénonce Marta Saraiva, une jeune Lisboète de 27 ans qui juge l'action du gouvernement socialiste insuffisante pour faire face à la crise du logement, malgré une série de mesures annoncées récemment. Du jour au lendemain, cette Lisboète de 49 ans a vu son loyer multiplié par 20, passant de 30 à 600 euros. Incapable d'y faire face, elle a été priée de quitter son appartement situé dans un quartier du centre de Lisbonne, où elle vit depuis



l'âge de 6 ans. «Je ne sais pas où aller!» soupire cette femme, qui s'occupe de son père de 89 ans en fauteuil roulant et de son mari de 61 ans, atteint d'un cancer.

## Le coût du logement a progressé de 78 pour cent

La crise du logement couve depuis que le Portugal, menacé de banqueroute, a fait appel, en 2011, à une aide financière internationale. Pour renflouer ses caisses et satisfaire aux exigences de ses créanciers, le pays s'est alors ouvert aux capitaux étrangers, grâce à une série de mesures telles que les «visas dorés» – des permis de séjour accordés à des riches investisseurs – ou des avantages fiscaux pour les retraités étrangers et les «nomades numériques». Ces investisseurs ont largement contribué à la dynamisation du marché immobilier et à la rénovation des grandes villes, qui ont vu se proliférer les logements touristiques de courte durée, en réponse à l'afflux de vacanciers. Entre 2012 et 2021, le coût du logement a progressé de 78% au Portugal, contre 35% dans

l'ensemble de l'Union européenne, selon une étude de la Fondation portugaise Francisco Manuel dos Santos. Au deuxième trimestre 2023, le loyer médian a encore bondi de 11% en glissement annuel, d'après des données officielles publiées cette semaine.

## Marché «déséquilibré»

L'arrivée des investisseurs étrangers a «déséquilibré le marché», en creusant l'écart «entre les salaires et les prix des logements», alors que près d'un quart des actifs portugais vivent avec un salaire minimum mensuel de 886 euros (un peu moins de 860 francs au change actuel), commente Agustín Cocola-Gant, chercheur à l'Institut de géographie et d'aménagement du territoire de l'Université de Lisbonne. La hausse des taux d'intérêt décidée par la Banque centrale européenne (BCE), en réponse à la crise inflationniste, a rendu la situation encore plus dramatique dans un pays où 87% des détenteurs de prêts immobiliers sont soumis à des taux variables.

(AFP)

## Retrait en France

## Les autorités valident la mise à jour d'Apple de l'iPhone 12

L'agence chargée de contrôler les émissions d'ondes radio en France a approuvé la mise à jour logicielle pour abaisser la puissance du smartphone, dont la commercialisation avait été suspendue dans le pays.

La mise à jour proposée par Apple pour son iPhone 12, retiré temporairement de la commercialisation en France, a été validée vendredi par l'Agence française des fréquences (ANFR). «Les tests confirment que cette évolution logicielle permet à cet appareil de respecter la valeur limite de DAS localisé «membre» (ndlr: qui correspond à l'énergie absorbée par le corps humain lorsque le téléphone est tenu dans la main), et donc de respecter les normes en vigueur», a indiqué vendredi l'autorité dans un communiqué. «Il appartient désormais à Apple

de diffuser cette mise à jour logicielle à tous les utilisateurs d'iPhone 12», poursuit-elle, après quoi l'interdiction de la commercialisation de l'appareil pourra être levée. Le 13 septembre, alors qu'Apple célébrait la présentation de son nouvel iPhone 15, l'ANFR et le ministre du Numérique Jean-Noël Barrot avaient créé la surprise en annonçant la suspension en France de la commercialisation de l'iPhone 12, sorti en 2020 et déjà en fin de carrière, excepté à la revente.

## Une première pour Apple

L'ANFR fait régulièrement baisser la puissance d'émission des smartphones. Mais il s'agissait d'une première pour Apple. Dans le détail, la valeur du DAS «membre», qui atteignait 5,74 Watts par kilogramme lors des précédents tests, a été ramenée à 3,94 W/kg, juste en dessous de la valeur limite de 4 W/kg. Selon l'Organisation mondiale de la santé, «rien n'indique pour l'instant que l'exposition à des champs électromagnétiques de faible intensité soit dangereuse pour la santé humaine» et, ce, «malgré de nombreuses recherches».

(AFP)



## Agriculture

## Première Conférence mondiale de la FAO sur la mécanisation agricole durable

La mécanisation peut être un formidable vecteur de changement, à condition d'être respectueuse de l'environnement et de ne laisser personne de côté, en particulier les femmes et les petits producteurs. Tel était le message du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Qu Dongyu, alors qu'il lançait aujourd'hui la toute première Conférence mondiale de la FAO sur la mécanisation agricole durable.

La faim et l'insécurité alimentaire ont atteint des niveaux inacceptables à l'échelle planétaire. Se nourrir sainement reste inabordable pour plus de 3 milliards de personnes. C'est pourquoi, nous devons plus que jamais transformer nos systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. «Il est tout simplement impossible de garder nos vieilles habitudes. Nous devons innover et être bien équipés», a déclaré M. Qu Dongyu dans son discours d'ouverture de cette conférence mondiale de trois jours, qui intervient à la suite de la Conférence mondiale de la FAO sur la transformation de l'élevage dans une optique de durabilité. Des technologies de pointe tels que les systèmes par satellite et le GPS, la robotique, l'intelligence artificielle et le matériel automatisé façonnent déjà l'agriculture du futur. Par exemple, des drones autonomes contrôlent la santé des cultures, tandis que des robots détectent et retirent les mauvaises herbes et peuvent même se charger de tâches délicates comme l'élagage et la cueillette. Le matériel automatisé permet de planter, d'épandre de l'engrais et de procéder à la récolte avec une précision remarquable. Quant aux capteurs et aux satellites, ils ont révolutionné l'agriculture en fournissant des informations factuelles qui facilitent la prise de décisions des agriculteurs. On peut également donner l'exemple des semoirs pour semis direct qui déposent les semences à travers le chaume et contribuent ainsi à ménager le sol en limitant les labours. Il existe également des tracteurs alimentés par du méthane produit à partir de matière organique pouvant provenir de végétaux ou de fumier. La durabilité et l'inclusivité doivent servir de principes directeurs pour toutes les technologies avancées et émergentes. En effet, ces dernières doivent profiter à tous, surtout aux agriculteurs. Les technologies et le matériel doivent pouvoir être adaptés au contexte local et être accessibles et abordables. Surtout, il ne faut pas qu'ils contribuent à aggraver la fracture numérique en laissant de côté les femmes et la jeunesse, a déclaré M. Qu Dongyu.

## Une Conférence historique

La Conférence, qui se déroule à Rome au siège de la FAO du 27 au 29 septembre selon des modalités hybrides, est combinée avec la toute première Conférence sur la transformation de l'élevage dans une optique de durabilité. Ce moment est «capital, car nous plaçons les quatre améliorations au cœur du débat», a déclaré M. Qu Dongyu. Avec plus de 8 000 personnes inscrites de par le monde, la Conférence a été pensée pour donner aux membres de la FAO, aux agriculteurs, aux universitaires, aux agronomes, aux prestataires de services de mécanisation, aux organismes de développement, aux décideurs, aux spécialistes de la vulgarisation, à la société civile, aux personnalités influentes et au secteur privé l'occasion d'engager, dans un espace neutre, un dialogue ciblé sur la mécanisation agricole durable. La manifestation vise aussi à mieux faire connaître la contribution de la mécanisation agricole durable à la



mise en œuvre du Cadre stratégique de la FAO et à la réalisation des objectifs de développement durable. Elle a également pour objectif de diffuser des informations et des connaissances concernant l'orientation stratégique et les évolutions techniques en matière de mécanisation agricole durable dans le monde. Enfin, elle doit mettre en évidence l'encadrement technique et le pouvoir mobilisateur que la FAO met au service de ses membres pour les aider à tirer parti de la mécanisation agricole durable. Plusieurs séances thématiques sont organisées, sur des sujets tels que la mécanisation au service de la production végétale, l'automatisation et l'intelligence artificielle. «La mécanisation et l'automatisation sont un formidable vecteur de changement mais elles doivent être durables et économiquement viables», a déclaré M. Qu Dongyu.

## Exposition de matériel

La Conférence est couplée avec une exposition unique mettant à l'honneur les derniers progrès en matière de mécanisation dans l'ensemble de la filière agroalimentaire, ainsi que du matériel agricole qui a apporté des réponses innovantes à des défis économiques, sociaux et environnementaux à différentes échelles. L'objectif est de montrer que les avancées dans le domaine de la mécanisation permettent d'apporter des solutions efficaces et pérennes spécialement adaptées aux besoins des agriculteurs. Plus de 40 sortes de machines et de matériel venant de 13 pays sont à l'honneur.

Avec fao.org

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Vous aurez encore intérêt à surveiller de près votre équilibre financier et à contrôler vos envies de dépenses. Si vous avez un achat important à faire, ou des placements à revoir, réfléchissez longuement avant d'agir, et méfiez-vous de ceux qui donnent des conseils à la légère, sans savoir vraiment de quoi ils parlent.

**Taureau** Votre réticence à délayer les cordons de votre bourse surprendra ceux qui vous connaissent. Mais, après quelques déboires financiers, vous serez maintenant déterminé à serrer de près votre budget.

**Gémeaux** Vous ne manquerez pas de chance et de charme. Tout devrait vous réussir sur le plan financier. Alors, profitez-en pour faire des transactions. Si vous êtes en affaires, ce sera le temps de faire fortune. Ne doutez pas de vos capacités.

**Cancer** Pour les natifs du deuxième décan, leur sens des affaires, des transactions financières semblera quelque peu émoussé. Si vous êtes de ceux-là, ne forcez point votre talent, attendez quelques jours pour retrouver tout votre bagou.

**Lion** Prudence ! Voilà un mot que vous détestez par-dessus tout quand il s'agit de vos finances. Et pourtant, il faudra bien vous résoudre à limiter au maximum les risques. Ainsi, vous ne pourrez pas vous permettre de vous lancer dans des opérations hasardeuses ou des transactions trop risquées, sous peine d'avoir de gros ennuis.

**Vierge** Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

**Balance** Votre intuition sera efficace pour vous aider à dénicher de bonnes affaires. Fiez-vous à elle. D'autre part, laissez-vous porter par les événements au lieu de vous opposer à eux. Vous aurez le vent en poupe aujourd'hui, pécuniairement parlant.

**Scorpion** Dans le domaine matériel, vous pourrez effectuer des transactions très profitables, tout spécialement l'achat ou la vente de biens immobiliers. Mais attention aux risques excessifs et aux opérations mal préparées.

**Sagittaire** En raison de cet environnement astral, veillez à ne pas dépasser votre budget si vos revenus sont modestes, autrement vous auriez ensuite du mal à retrouver l'équilibre. Si vous disposez d'un petit capital ou si vous maniez des fonds, attention, ne prenez aucune décision risquée concernant un placement ou un investissement : le climat de la journée étant instable, ne jouez pas avec le feu.

**Capricorne** Cette fois, vous pourrez relâcher un peu votre vigilance en matière pécuniaire et vous laisser aller à quelques folies... raisonnables ! Mieux vaudra en effet tenir compte de vos possibilités avant de vous lancer dans des achats ruineux.

**Verseau** C'est une journée de chance que vous allez vivre ! Vous bénéficierez d'une rentrée d'argent inattendue, ou d'une opportunité soudaine de déménager et de vous installer dans un cadre plus agréable.

**Poisson** Vous aurez un objectif majeur : accroître vos revenus. Grâce au soutien de Mercure, vous pourrez effectuer d'excellents placements à long terme. Les opérations boursières seront très favorisées.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

## Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

## Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

## Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

## Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

## Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

## Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

## Correcteur

Michel Yao AYEVA

## Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE





## Annex 2 - TERMES DE RÉFÉRENCE CONS 2023 CSSM-01

POUR LE CONTRAT DE: \_\_\_\_\_

(Nom complet du/de la consultant/e)

- 1) **Lieu d'affectation** : Lomé, Togo
- 2) **Durée du contrat** : Six (6) mois
- 3) **Nature du contrat** : Services de conseil dans le cadre d'un programme de stabilisation dans le nord du Ghana, du Bénin et du Togo. **Consultant de catégorie A**
- 4) **Contexte et portée du projet** : Le Mécanisme de Stabilité Des États Côtiers (M-SEC) vise à renforcer la présence de l'Etat et la résilience des communautés dans les zones reculées du Bénin, du Ghana et du Togo. Le M-SEC est financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le ministère fédéral allemand des affaires étrangères (GFFO), et s'aligne sur la stratégie américaine de prévention des conflits et de promotion de la stabilité et sur le concept de politique étrangère et de sécurité du GFFO, à savoir la stratégie pour une paix intégrée, ainsi que sur les efforts régionaux et nationaux de prévention de la violence. Le M-SEC sera mis en œuvre par l'OIM en étroite coordination avec le GFFO, l'USAID, ainsi qu'avec les communautés dans les zones prioritaires et à tous les niveaux des gouvernements hôtes. Pour atteindre ces objectifs, le M-SEC conçoit et met en œuvre des activités de petites subventions par le biais d'une approche axée sur les processus et dirigée par les communautés.
- 5) **Département/unité organisationnelle auquel le/la consultant/e contribue** : The Coastal States Stability Mechanism (CSSM) Program.
- 6) **Consultants de catégorie A : Tâches à exécuter dans le cadre du présent contrat.**
  - a) Suivre et analyser les développements politiques locaux et régionaux et les préoccupations en matière de sécurité, ainsi que d'autres informations pertinentes nécessaires pour atteindre les objectifs du programme, en veillant à ce que le programme réponde de manière appropriée aux nouveaux développements.
  - b) Soutenir les RPR dans le maintien de l'efficacité continue des efforts de suivi et évaluation (S&E) du programme M-SEC.
  - c) Travailler en étroite collaboration avec les RPR et l'OIM pour élaborer des rapports réguliers et ad hoc, des exemples de réussite et des produits de sensibilisation pour le programme, notamment en travaillant avec les RPR sur l'élaboration de cartes, d'analyses de données et d'autres produits analytiques.
  - d) Sous la direction des RPR, assister à des réunions avec le bureau de l'OIM, l'ambassade des États-Unis ou d'Allemagne, les bailleurs de fonds étrangers, les acteurs de l'aide humanitaire et du développement et toute autre partie prenante, selon les besoins.
  - e) Aider les RPR et l'équipe de S&E dans la conception et la supervision des activités et des évaluations au niveau communautaire, selon les besoins ; Veiller à ce que les résultats de la recherche et du suivi soient bien intégrés dans la stratégie du programme et la conception des activités.
  - f) Participer et aider à diriger les processus de gestion de la performance du programme dans le pays, tels que les séances d'examen de la stratégie, les évaluations continues, les ateliers de planification et de constitution d'équipe, les évaluations de la performance du programme, etc.
  - g) Participer aux discussions au sein de l'équipe de direction (SMT) concernant les aspects nécessaires à une mise en œuvre efficace, tels que le personnel, l'équipement, la capacité de réalisation d'activités et les installations.
  - h) Se rendre dans les communautés cibles pour rencontrer les autorités, les membres de la communauté et les partenaires (conformément aux directives en matière de sécurité).
  - i) Gérer de manière indépendante les projets ou tâches spéciales assignés.
  - j) S'intégrer pleinement au personnel des partenaires de mise en œuvre du programme M-SEC, en représentant la réflexion de l'USAID et du GFFO sur l'orientation stratégique et les priorités tout au long du cycle d'activité.
  - k) Identifier les domaines d'intervention potentiels, en veillant à ce que toutes les activités individuelles contribuent aux objectifs du programme M-SEC et soient réalisables.
  - l) Fournir des conseils sur les questions programmatiques, opérationnelles et stratégiques quotidiennes liées au programme, et recommander les ajustements d'activités qui peuvent être nécessaires pour faire face à l'évolution rapide de la situation politique.
  - m) Travailler en étroite collaboration avec le personnel du programme pour garantir l'utilisation efficace du système de gestion des subventions du programme M-SEC. Le Conseiller Transition – Terrain peut également examiner la qualité des informations contenues dans la base de données et formuler des recommandations au SMT pour améliorer la gestion, la maintenance et l'utilisation de la base de données.
  - n) Soutenir et encadrer le personnel du programme des partenaires de mise en œuvre, en particulier les responsables du développement des programmes et les responsables des subventions, sur les systèmes du programme M-SEC et les meilleures pratiques en matière de développement et de mise en œuvre des activités. Cela comprendrait une formation formelle et informelle et un renforcement des capacités du personnel sur les principes de programmation du programme M-SEC et leur application dans le contexte local.
  - o) Guider, participer et soutenir les processus de suivi, d'évaluation et d'apprentissage programmatique, tels que les examens après action, les séances d'examen du contexte, les réunions avec les bénéficiaires et les porteurs de projets, le soutien à la rédaction des rapports d'évaluation finaux, la rédaction de questionnaires, etc. Travailler en étroite collaboration avec le personnel du programme pour s'assurer que la stratégie et l'équipe de S&E fonctionnent efficacement pour mesurer la qualité, l'impact souhaité, le respect des délais, et que les résultats supérieurs au niveau de l'activité sont capturés et documentés.
  - p) Fournir des conseils sur l'identification et le développement d'activités qui répondent aux critères de financement des donateurs, poursuivent les objectifs programmatiques du programme M-SEC et complètent d'autres projets et programmes mis en œuvre par d'autres bureaux de l'USAID ou du GFFO, des agences gouvernementales américaines ou allemandes et des organisations donatrices.
  - q) Examiner les propositions et les concepts de subvention et travailler avec divers groupes, dont beaucoup n'ont jamais bénéficié de financement international auparavant.
  - r) Diriger la collecte d'informations et la rédaction et/ou la révision de rapports réguliers,

selon les instructions.

s) Examiner les soumissions de contenu liées à la mise en œuvre des activités et fournir des commentaires aux RPR avec des recommandations ou des corrections le cas échéant.

### 7) **Formation, expérience et/ou compétences requises.**

#### Formation

- Licence dans un domaine lié aux objectifs du programme M-SEC au Ghana, au Bénin et au Togo est requis ; une Maîtrise est fortement préférée.

#### Expérience professionnelle

- Au moins cinq (5) années d'expérience professionnelle à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés.
- Un minimum de trois (3) années d'expérience récente et pertinente en gestion de projet, pouvant inclure la lutte contre l'extrémisme violent, le développement communautaire, le développement économique, la démocratie et la gouvernance, le droit international, les activités liées aux droits de l'homme, la réconciliation et la justice transitionnelle, ou d'autres programmes liés à la transition.
- Un minimum de deux (2) années d'expérience sur le terrain à l'étranger dans un pays en développement.
- Une expérience professionnelle préalable auprès d'agences gouvernementales américaines ou allemandes ou dans la gestion d'opérations de programme dans des conflits civils est préférable.
- Une connaissance préalable des structures sociales et politiques des régions du Ghana, du Togo et du Bénin est souhaitée.

#### Langues

- La maîtrise de l'anglais et du français, à l'écrit et à l'oral, est requise.

#### Compétences requises

- Excellentes compétences en matière d'analyse politique, de gestion de programmes et de projets, de rédaction de rapports et connaissance approfondie des relations internationales, en particulier des questions de transition, de prévention de l'extrémisme violent et de stabilisation.
- Bonne connaissance d'un large éventail de questions pertinentes est souhaitable, notamment le développement communautaire, les processus de réconciliation, la résolution des conflits, la démocratie/gouvernance et les droits de l'homme.
- Capacité à assurer une liaison efficace avec un large éventail de personnes et d'institutions.
- Compréhension avérée des relations entre les bénéficiaires et les contractants/donateurs, ainsi que des programmes de subventions.
- Aptitude à opérer avec un niveau élevé d'autonomie, de responsabilité, de maturité et d'autorité dans une situation très stressante et complexe tout en faisant preuve d'un jugement sûr dans des environnements politiquement chargés et difficiles sur le plan de la sécurité.
- Capacité à voyager beaucoup au Ghana, au Togo ou au Bénin, parfois dans des zones à haut risque.
- Capacité démontrée à maintenir le moral du personnel dans un environnement de travail difficile.
- Excellentes compétences interpersonnelles, de présentation, de négociation, de résolution de problèmes et de constitution d'équipe.
- Capacité à communiquer efficacement avec une variété de parties prenantes, y compris les homologues du gouvernement local, les organisations de base et leurs constituants, les agences gouvernementales donatrices et d'autres organisations internationales.

### 8) **Déplacement requis.**

- OUI. Déplacements fréquents à Dapaong, au nord du Togo et dans les pays voisins.

### 9) **Compétences institutionnelles requises**

#### Valeurs

- Inclusion et respect de la diversité : Respecte et promeut les différences individuelles et culturelles. Encourage la diversité et l'inclusion.
- Intégrité et transparence : Maintient des normes éthiques élevées et agit de manière cohérente avec les principes, les règles et les normes de conduite de l'organisation.
- Professionalisme : Démonstre une capacité à travailler de manière posée, compétente et engagée et fait preuve de discernement pour relever les défis quotidiens.
- Courage : Démonstre la volonté de prendre position sur des questions importantes.
- Empathie : Fait preuve de compassion envers les autres, fait en sorte que les gens se sentent en sécurité, respectés et traités équitablement.

#### Compétences de Base – Indicateurs comportementaux – Niveau 2

- Travail d'équipe : Développe et promeut une collaboration efficace au sein des unités et entre elles afin d'atteindre des objectifs communs et d'optimiser les résultats.
- Produire des résultats : Produit et fournit des résultats de qualité dans un souci de service et de respect des délais. Orienté vers l'action et engagé à atteindre les résultats convenus.
- Gérer et partager les connaissances : Cherche en permanence à apprendre, à partager ses connaissances et à innover.
- Responsabilité : S'approprie la réalisation des priorités de l'organisation et assume la responsabilité de ses propres actions et du travail qui lui est délégué.
- Communication : Encourage une communication claire et ouverte et y contribue. Explique des questions complexes de manière informative, inspirante et motivante.

### 10) **Comment postuler ?**

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cet appel à candidature sont prié(e)s d'envoyer leur dossier de candidature à l'adresse électronique : [togovacancy@iom.int](mailto:togovacancy@iom.int) en indiquant dans l'objet de l'email le titre : « **Candidature au poste de Field Transition Advisor Consultant** » au plus tard le 11 Octobre 2023.

#### Le dossier de candidature est composé de :

- \* Lettre de motivation et CV.
- \* Une proposition financière décrivant les honoraires de la consultance.
- \* Un projet de plan de travail indiquant le flux de travail et la durée proposés.
- \* Un résumé et des références (y compris des exemples de projets antérieurs) de travaux similaires ou connexes réalisés dans le passé.



Zio

# Des jeunes initiés à la culture entrepreneuriale

Deux cent jeunes des quatre cantons de la commune Zio 2 ont été formés sur la campagne préfectorale d'initiation à la culture entrepreneuriale du 27 au 29 septembre à Kovié à une vingtaine de km de Tsévié.

Cette formation est l'actif de l'association Femmes vaillantes pour le développement (FVD) et appuyée par la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA). Elle a permis aux initiateurs d'amener les jeunes à améliorer leurs connaissances en entrepreneuriat afin de prendre part activement à leur développement et de leur commune. Les bénéficiaires ont suivi des modules, entre autres, les concepts et aperçus sur l'entreprise, le processus de création d'une entreprise, type d'entreprise et formalités de création d'une entreprise, les structures d'appui aux initiatives entrepreneuriales et aptitude, caractéristiques et qua-



lités d'un bon entrepreneur. C'était aussi l'occasion de récompenser, les trois meilleurs projets élaborés par des jeunes par des financements dont les montants sont 300.000 ; 200.000 et 150.000 francs CFA. Le meilleur projet récompensé, porte sur la transformation du manioc en gari et dérivés. Le maire de la commune Zio 2, Mme Agbaglo Adjo s'est réjoui

de cette formation à l'endroit des jeunes de la commune qui leur permet d'accroître leurs connaissances et de stimuler leur sens de l'entrepreneuriat. Elle a adressé ses remerciements aux autorités qui luttent pour créer les conditions de promotion de l'entrepreneuriat parmi la jeunesse. Mme Agbaglo a exprimé sa reconnaissance aux initiateurs du programme

Serie A

# L'AC Milan ouvre la porte à Zlatan Ibrahimovic à une condition

À 41 ans, Zlatan Ibrahimovic a sans doute dit adieu aux terrains de football, même si le Suédois refuse d'officialiser sa retraite. Toujours est-il que le Scandinave est resté très proche de l'AC Milan.

Régulièrement présent aux côtés de l'équipe rossonera, Ibra joue les conseillers de luxe. À Milan, en tout cas, la direction est prête à l'accueillir s'il décide d'embrasser une carrière de dirigeant. « Ibra était également présent au match de samedi, il a parlé



à tout le monde, nous le considérons tous comme un

ami. Il est proche de nous et lorsqu'il sera prêt à accepter certaines hypothèses, nous serons heureux de discuter avec lui », a déclaré le président rossonero Paolo Scaroni, dans des propos relayés par Sky Italia.

Avec [footmercato.net](https://www.footmercato.net)

# 10ème édition du spectacle « Gbevoun konscients »

## Calebasse challenge en sensibilisation à travers le slam

Le club calebasse challenge a organisé une soirée dédiée au slam togolais et ivoirien le samedi 30 septembre à Lomé. C'était en présence du ministre en charge de la culture, Dr. Lamadokou Kossi Pierre.

L'objectif est de faire passer des messages de sensibilisation à travers le slam. Cette édition se situe dans le cadre de l'acte 10 du spectacle « Gbevoun Konscients » en partenariat avec l'institut français du Togo, la marie de Kpalimé, sous la coupole de l'association Groupe de réflexion des projets d'ave-

nir (G2RPA). Cette édition a mis en spectacle les fils du soleil Menteur ambulant et Jeff Eusebio qui ont joué en lumière le spectacle « Gbevoun Konscients ». L'artiste slameur ivoirien, Kapegik a donné les nouvelles du slam ivoirien. Les thèmes de slam ont porté, entre autres, sur la consommation locale, la corruption, la sexualité, la

dépigmentation, le conflit de génération. Les slameurs ont à travers leurs messages, plongé le public dans le rire et la convivialité. Calebasse challenge club est un spectacle bimestriel où le slam questionne la société dans une ambiance de convivialité.

Avec [ATOP/GMM/AR](https://www.atopgmm.com)

Togo / Education

# Le ministre des enseignements appelle au respect du cursus scolaire

Au Togo, la durée du cursus scolaire, définie conformément aux réglementations éducatives, est de six (6) ans au primaire, quatre (4) ans au secondaire 1 (collège) et trois (3) ans au secondaire 2 (lycée). C'est le rappel effectué ce lundi 02 octobre via une note circulaire, par le ministre des enseignements primaire, secondaire et technique, Dodzi Kokoroko.

MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENT  
PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE

CABINET  
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Travail-Liberté-Patrie

NOTE CIRCULAIRE N° 025 /2023/MEPST/CAB/SG  
relative au respect de la durée du cursus scolaire donnant accès aux différents examens

Il m'est donné de constater qu'au mépris de la réglementation en vigueur sur les cursus scolaires dans notre pays, certains acteurs du système éducatif autorisent l'inscription d'élèves dans les classes préparatoires en dessous de l'âge requis ou exemptent des élèves des classes intermédiaires pour des motifs divers et variés.

Je tiens à rappeler, au regard de ces pratiques, que la gestion scolaire d'un élève dit surdoué s'effectue dans des conditions clairement définies.

Hormis ce cas d'exception qui justifie des aménagements particuliers afin de permettre à l'apprenant exceptionnellement talentueux d'exploiter convenablement son potentiel, la durée du cursus scolaire, conformément aux réglementations éducatives, est définie comme suit : **six (06) ans au primaire, quatre (04) ans au secondaire 1 et trois (03) ans au secondaire 2.**

Le respect de la durée du cursus scolaire vise à préserver le bien-être et le développement équilibré de nos élèves, à maintenir un environnement éducatif adapté à l'âge et au niveau de développement de chaque enfant, garantir que chaque élève acquiert les bases solides nécessaires pour réussir dans les niveaux académiques ultérieurs et surtout prévenir le surmenage et le stress liés à des attentes académiques excessives. Il facilite également la planification des ressources éducatives et la gestion des effectifs dans les établissements.

Par conséquent, je demande aux directeurs régionaux, aux personnels d'encadrement et aux responsables des associations de parents d'élèves, d'expliquer aux parents d'élèves, suivant une approche conciliante et respectueuse, la nécessité du respect de la durée du cursus scolaire, conçu en tenant compte des capacités cognitives de leurs enfants.

Je sais pouvoir compter sur la volonté de tous les acteurs du système éducatif pour assurer un respect optimal de cette mesure.

Tout contrevenant qui s'obstinerait dans cette pratique, qui compromet le développement intellectuel progressif et équilibré des apprenants, s'expose à la rigueur des textes en vigueur.

Fait à Lomé, le **02 OCT 2023**  
Le ministre des enseignements  
primaire, secondaire et technique

**SIGNE**  
Prof. Dodzi Komla KOKOROKO

## Opportunités !!!

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**

## Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7	Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7	Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
<i>Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100</i>				Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
<b>Produits échangés</b>				Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
<b>1,0 Mds USD de produits exportés en 2020</b>		<b>2,2 Mds USD de produits importés en 2020</b>		Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9	Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4	<i>Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100</i>			





# CONSOLIDER LA CROISSANCE DES PME

**350**  
DIRIGEANTS  
D'ENTREPRISE DE PLUS  
DE 25 PAYS D'AFRIQUE

**100**  
INSTITUTIONS FINANCIERES  
DECIDEURS DE HAUT NIVEAU,  
PUBLICS ET PRIVES

**50**  
EXPERTS EN  
DEVELOPPEMENT  
D'ENTREPRISES



**5 & 6 Oct. 2023 | Hôtel 2 Février**



+228 22 20 21 04 | 92 89 70 70  
info@africa-smechampions.com  
www.africa-smechampions.com